



Assemblée générale

MAY 11 1992

19 MAY 1992 11:00 AM

Distr.
GENERALE

A/47/208
7 mai 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 69 de la liste préliminaire*

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE
RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 7 mai 1992, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Portugal auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une déclaration de la Communauté économique européenne et de ses Etats membres, relative à l'ancienne République yougoslave de Macédoine, publiée à Guimaraes le 2 mai 1992.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 69 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Portugal
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Fernando REINO

* A/47/50.

2P

ANNEXE

Déclaration publiée à Guimaraes (Portugal) le 2 mai 1992
par la Communauté économique européenne

La Communauté économique européenne et ses Etats membres, lors d'une réunion ministérielle officieuse tenue à Guimaraes les 1er et 2 mai 1992, ont procédé à un examen approfondi de la demande de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, qui souhaite être reconnue en tant qu'Etat indépendant.

Ils sont disposés à reconnaître cet Etat comme un Etat souverain et indépendant, dans les limites de ses frontières actuelles, et sous une dénomination acceptable pour toutes les parties intéressées.

Ils ont vivement remercié la présidence des efforts qu'elle avait déployés, notamment en ce qui concerne la mise au point d'un plan d'ensemble.

La Communauté et ses Etats membres se félicitent de la perspective d'établir avec les autorités de Skopje des relations de coopération constructives, visant à favoriser une collaboration fructueuse et de nature à renforcer la stabilité politique de la région et à promouvoir son développement économique. Parallèlement, ils exhortent les parties directement concernées à continuer à faire tout leur possible pour trouver une solution aux questions en suspens, sur la base du plan de la présidence.
